



# Angola

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

1 246 700

11 072 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd

Exportations  
576 660 000 ECU  
(1994)  
pétrole brut  
diamants

Service de la dette /  
exportations  
5,35% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,73% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
99,2% (1995)

Taux d'urbanisation  
30,64% (1993)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et au nord-est du pays.

Indépendant en 1975, l'Angola est depuis lors confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, après les élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix fut signé à Lusaka et un cessez le feu instauré deux jours plus tard. La mise en œuvre de l'accord se fait très lentement.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représentait près de 94% des exportations en 1994, les diamants, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, toutes les activités économiques et sociales ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont été également très touchés.

La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays, au titre du budget de l'UE, avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 – soit 80 millions d'écus au total – a servi à financer des aides alimentaires, aux actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires, et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'écus) visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'écus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

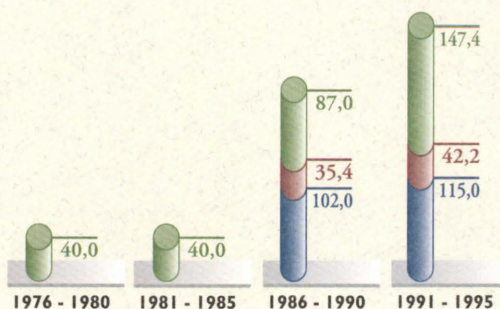
Sous Lomé IV, le Programme indicatif s'élève à 115 millions d'écus, dont près de la moitié est consacrée aux secteurs prioritaires suivants: environnement et ressources naturelles, agriculture, pêche, et soutien aux communications locales. L'autre moitié est destinée à des secteurs prioritaires d'intervention comme la santé, les transports et communications, et le développement des PME. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire et d'actions de réhabilitation (plus de 32 millions d'écus en 1995). D'autres opérations d'aide humanitaire représentant un montant de plus de 17 millions d'écus ont également été approuvées en 1995 sur ressources du FED. Un programme de 3 millions d'écus a été approuvé dans le cadre de l'application de l'art. 255 de Lomé. De 1991 à 1994, les paiements reçus au titre de l'accord pêche se sont élevés à 36 millions d'écus.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs (3,1 millions d'écus déjà engagés à ce stade au titre des capitaux à risques).

## FED EDF + budget

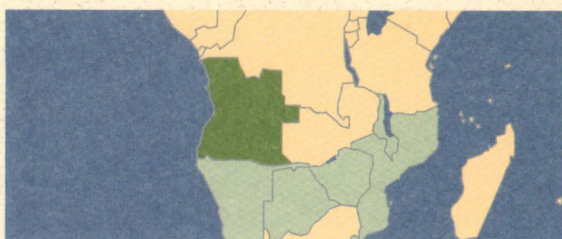
dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



environnement +  
développement rural/pêche  
environment +  
rural development/fishing

transport + développement  
de l'entreprise/PME  
+ éducation + autres  
transport + entreprise  
development/SME's  
+ education + others



## Angola



### Economic indicators

GNP per capita  
na/nd

Exports  
576 660 000 ECU  
(1994)

crude oil  
diamonds

Debt service / exports  
5.35% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
3.73% (1995)

Primary schooling rate  
99.2% (1995)

Urbanization rate  
30.64% (1993)

A spacious coastal country in Southern Africa, Angola is made of savannah and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

Independent in 1975, Angola had since then experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Peace negotiations resumed at the end of 1993. The 20th of November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and an official cease-fire came into force two days later. The Protocol is being carried out at a very slow pace.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting in 1994 for about 94% of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; transports and trade activities were also severely decreased.

Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) was devoted to food aid, rehabilitation and fishing industry. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget and from article 204 of Lomé III Convention were also provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

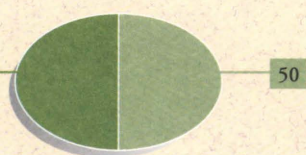
Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million National Indicative Programme was devoted to following focal sectors: environment and natural resources, agriculture, fisheries, and support to local communities. The other half was foreseen for interventions in sectors such as health, urban sanitation, education/training, transport and communications, and enterprise development. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations (more than ECU 32 million in 1995). Humanitarian operations were also approved in 1995 for a total amount of ECU 17 million. A programme of ECU 3 million was approved under article 255 of Lomé IV Convention. From 1991 to 1994, payments received from the fishing agreement added up to ECU 36 million.

Moreover, the European Investment Bank might contribute from the resources it manages, to finance projects in production sectors (ECU 3.1 million risk capital committed so far).

FED  
EDF

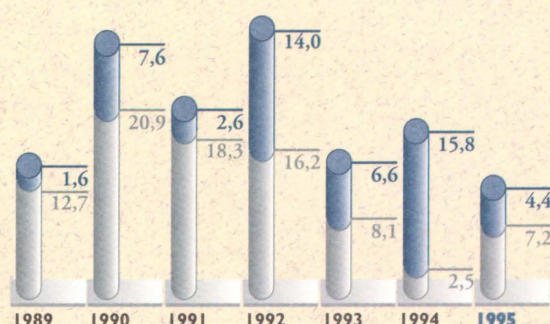
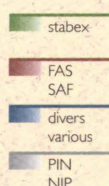
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

50



FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Antigua and Barbuda

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup> 440  
 68 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
6 540 ECU (1993)

Exportations  
74 512 000 ECU (1994)  
dérivés pétroliers 50%  
produits manufacturés 32%

Service de la dette / exportations  
na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population  
1,49% (1995)

Taux de scolarisation primaire  
na/nd

Taux d'urbanisation  
35,64% (1993)

Situées dans la zone des Iles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balayent régulièrement le Bassin des Caraïbes. Antigua et Barbuda est devenu pleinement indépendant en 1981.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60% environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50% des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9% par an), mais a fortement endetté le pays. Les faibles résultats enregistrés par le secteur touristique ces dernières années ont entraîné une baisse de la croissance (2% en 1992).

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, le pays a reçu plus de 9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

Le pays a également bénéficié, en 1982, 1989 et 1995, d'aides d'urgence à la suite d'une période de sécheresse et des dégâts causés par le passage de l'ouragan Hugo, Iris et Marilyn dans la région.

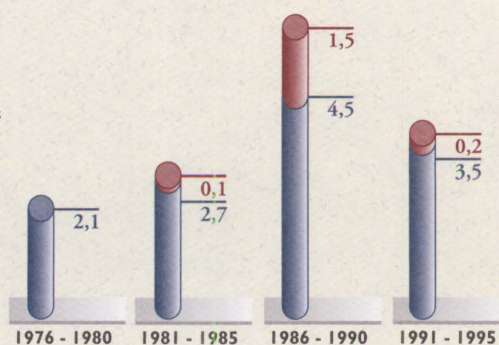
Sous Lomé IV, la dotation du PIN (3,5 millions d'écus) est principalement consacrée au secteur de concentration de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation, construction d'une école secondaire et allocation de bourses d'études. Le second secteur prioritaire d'intervention est l'appui aux petits éleveurs de bétail. Par ailleurs, des fonds devraient aussi être attribués au financement d'une assistance technique et d'actions de formation liées aux activités touristiques du pays (actions nationales pouvant ultérieurement être intégrées dans des programmes régionaux).

En outre, un montant de 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. A ce stade 3,4 millions d'écus sont déjà engagés pour la collecte et le traitement des déchets solides sur ces îles.

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing

secteurs sociaux  
social sectors

autres  
others



## Antigua and Barbuda

C

### Economic indicators

GNP per capita  
6 540 ECU (1993)

Exports  
74 512 000 ECU (1994)

oil products	50%
manufactured goods	32%

Debt service / exports  
na/nd

### Social indicators

Population growth rate  
1.49% (1995)

Primary schooling rate  
na/nd

Urbanization rate  
35.64% (1993)

A twin-island State in the Leeward Islands, Antigua and Barbuda is prone to certain natural risks such as hurricanes which regularly affect the Caribbean Basin. Antigua and Barbuda became fully independent in 1981.

Today, tourism dominates the economy of this once agricultural country drawn towards sugar. The tourism industry, together with related services, accounts for about 60% of the country's GNP, 50% of employment and nearly 50% of its foreign exchange earnings. In the 1980s, the impressive development in luxury tourism and some manufacturing provoked an increasing of the economic growth (9% a year) but a high indebtedness of the country. A weak performance in the tourism sector in recent years has led to economic downturn (2% in 1992).

Antigua and Barbuda benefited from EDF financing since the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the country was provided more than ECU 9 million under the successive National Indicative Programmes (NIPs). These funds were intended to finance projects in economic and social infrastructure fields (road rehabilitation, water distribution) and in livestock farming. A number of tourism and trade promotion projects (fairs) also received support.

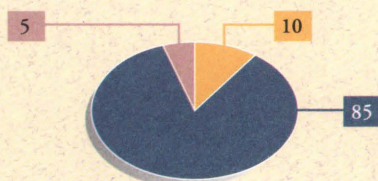
In addition, in 1982, 1989 and 1995 the Antigua and Barbuda was provided emergency aid further to a period of drought and hurricanes Hugo, Iris and Marilyn.

Under Lomé IV, NIP funds (ECU 3.5 million) mainly concentrate on the education and training sector, with regard in particular to the hotel industry needs: reconstruction of a training centre, building of a secondary school and allocation of scholarships. The second major sector of intervention consists in support for small livestock farmers. NIP funds should also be used to finance technical assistance and training actions related to the country's tourism activity (actions being a national component of possible regional programmes).

Moreover, ECU 1 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in the form of risk capital. At present ECU 3.4 million has already been committed for the collection and treatment of solid wastes on these islands.

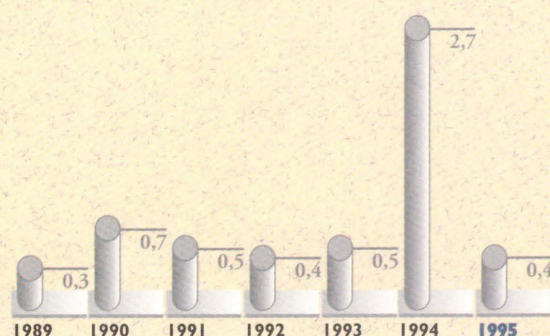
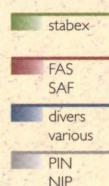
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Bahamas

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup>

13 880



277 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
11 420 ECU (1993)

Exportations  
539 450 000 ECU  
(1994)  
pétrole

Service de la dette /  
exportations  
na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1,84% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
98,9% (1995)

Taux d'urbanisation  
85,34% (1993)

Situées au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 1000 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance, ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales – la Nouvelle-Providence et la Grande Bahamas – où vivent 75% de la population totale – et les autres îles. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives. L'évolution récente de la situation économique, qui se caractérise par la détérioration de la balance des paiements et un déficit accru des finances publiques, a en outre renforcé la nécessité de la diversification économique.

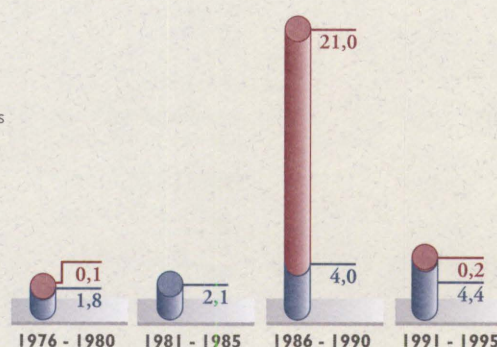
Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 30 millions d'écus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la Banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'écus et 14 millions permettront d'améliorer l'approvisionnement en eau sur l'île de Nouvelle Providence et sur les îles de la Famille

Sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (4,4 millions d'écus) sont entièrement consacrés au financement d'un seul projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway.

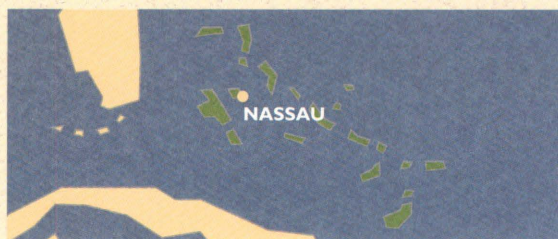
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



transport et communications  
transport and communications



Bahamas

B

### Economic indicators

GNP per capita  
11 420 ECU (1993)

Exports  
539 450 000 ECU  
(1994)

oil

Debt service / exports  
na/nd

### Social indicators

Population growth rate  
1.84% (1995)

Primary schooling rate  
98.9% (1995)

Urbanization rate  
85.34% (1993)

Located north of the Caribbean islands, the Bahamas is a group of about 1000 coral islands, of which some twenty are inhabited. The country achieved independence in 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and to develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which ranks among the first ACP States regarding GNP per capita. However, this general fact masks considerable inequalities in incomes distribution, in particular between the two main islands – New Providence and Grand Bahamas – where 75% of the total population live. This imbalance has led a large number of young people to leave the smaller islands to seek employment in the two biggest ones, especially the capital, Nassau, particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure and to promote the development of productive activities. Recent economic trends, which are characterised by a deteriorating balance of payments and an increased fiscal gap, have reinforced the need for diversification in the economy.

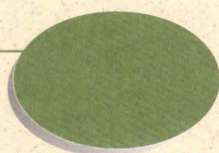
In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to nearly ECU 30 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed nearly ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in production sectors and ECU 14 million will allow the improvement of the water supply scheme in New Providence Island and on the Family Islands.

Under Lomé IV, the NIP funds (ECU 4.4 million) are totally devoted to the financing of just one project in the infrastructure field: the renovation of the country's main road, the Queen's Highway.

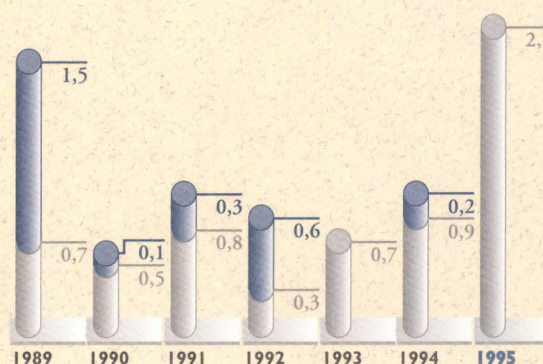
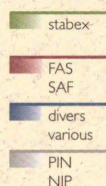
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

100

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Barbados

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup> 430  
 261 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
 6 230 ECU (1993)

Exportations  
 73 100 000 ECU (1994)

produits	
manufacturés	70%
sucre	23%

Service de la dette /  
 exportations  
 na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
 de la population  
 0,38% (1995)

Taux de scolarisation  
 primaire  
 114,5% (1995)

Taux d'urbanisation  
 46,36% (1993)

Île des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays démocratique et politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980, mais doit faire face actuellement au problème majeur du déficit des finances publiques.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à III, qui s'élève à environ 11 millions d'écus, peut être considéré comme important.

Le Programme indicatif de Lomé IV, doté de 5,5 millions d'écus, vise à appuyer trois secteurs prioritaires: le développement des ressources humaines (55% des fonds), les infrastructures économiques et la promotion des petites entreprises. Le premier secteur de concentration de l'aide européenne comporte l'amélioration et l'extension de la section d'accueil du Barbados Community College et la fourniture d'équipements pour les nouvelles installations, dont un hôtel de formation intégrée. En ce qui concerne le second secteur d'intervention, des fonds seront alloués pour encourager le développement des secteurs productifs, en particulier celui des exportations.

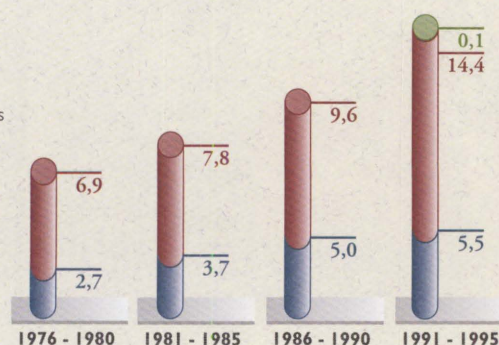
En 1980, la Barbade a aussi bénéficié d'une aide d'urgence à la suite du passage de l'ouragan Allen.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 10 millions d'écus de prêts sur ses ressources propres, qui vient s'ajouter aux prêts d'un peu moins de 20 millions d'écus déjà consentis au titre des Conventions précédentes.

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
 allocations in ECU million

budget  
 autres fed + bei  
 others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
 nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME  
 mine and industry development/SME's  
 secteurs sociaux  
 social sectors



**Barbados** **B**

Economic indicators	
GNP per capita	6 230 ECU (1993)
Exports	73 100 000 ECU (1994)
manufactured	
goods	70%
sugar	23%
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.38% (1995)
Primary schooling rate	114.5% (1995)
Urbanization rate	46.36% (1993)

An island in the Caribbean, independent since 1966, Barbados is a democratic and politically stable country which has been able to capitalise on the resources at its disposal. Barbados has a high level of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. A declining sugar industry and a predominant tourist sector highlight the issue of economic diversification. The economy performed well up until the late 1980s, and the main economic problem facing Barbados is its large fiscal deficit.

Given the country's relatively small population and the relatively high GNP per capita, the total of National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to III, amounting to around ECU 11 million, is considered significant.

The Lomé IV NIP provides ECU 5.5 million and aims at supporting three priority sectors: human resources development (55% of the funds), economic infrastructure and small businesses promotion. On the first main sector, the hospitality division of the Barbados Community College is to be upgraded and expanded and equipment provided for the new facilities, which include an integrated training hotel. The second priority sector of intervention is economic infrastructure. Funds will be allocated to encourage the expansion of the production sectors, especially for exports.

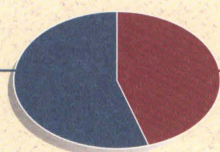
Barbados also received emergency aid in 1980 following hurricane Allen.

Moreover, the European Investment Bank contributes up to ECU 10 million of loans, from its own resources, to the financing of a water supply project in the south of the country, which is additional to almost ECU 20 million of loans already allocated under the previous Conventions.

FED  
EDF

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
% of the total envelope

55

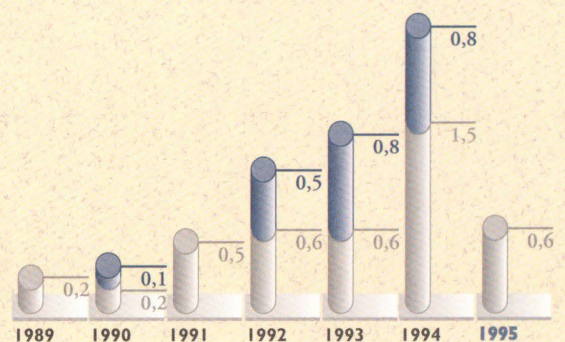
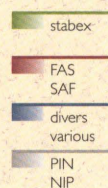


45

FED  
EDF

**4-5-6-7**

paiement par instrument  
payments by instrument







# Belize

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup> 22 960  
 209 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
2 450 ECU (1993)

Exportations  
31 657 000 ECU (1994)

produits alimentaires	43%
sucre	40%

Service de la dette / exportations  
7,58% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population  
1,46% (1995)

Taux de scolarisation primaire  
na/nd

Taux d'urbanisation  
47,12% (1993)

Belize est le seul pays ACP d'Amérique Centrale. L'espagnol et l'anglais en sont les principales langues. L'économie dépend principalement de la pêche et de la production agricole d'agrumes, de sucre et de bananes. La part du tourisme s'accroît également. Le pays réalise de bons résultats dans des domaines tels que l'espérance de vie, la scolarisation, et l'alphabétisation.

Indépendant depuis 1981 avec un système parlementaire bipartite basé sur l'exemple anglais, le pays est un Etat démocratique. Belize a maintenu ses frontières ouvertes aux réfugiés provenant du Guatemala.

L'économie a connu de bonnes performances dans la deuxième moitié des années '80, le PIB en termes réels dépassait les 10% par an et l'inflation était en moyenne de 2,5%. Ceci était aussi dû à l'accès préférentiel aux marchés européens et américains. C'est depuis 1990 que la croissance ralentit.

L'économie est généralement limitée dans ses possibilités par la petite taille du marché local et sa vulnérabilité par rapport aux forces extérieures, le manque de personnel qualifié et des ressources énergétiques limitées. En général, la plus grande partie des programmes d'investissement publics sont financés par des donateurs externes. D'importants investissements ont été réalisés dans l'agriculture, notamment dans la production bananière. Cependant l'accès au marché de l'UE a été limité par l'introduction en 1993 d'un nouveau règlement du marché bananier européen.

En 1995 le pays a fait face à de graves problèmes économiques consécutifs à plusieurs années de faibles recettes fiscales. Des négociations ont démarré avec Bretton Woods pour un programme d'ajustement structurel. De Lomé I à Lomé III, l'Union Européenne a alloué un total de plus de 27 millions d'écus d'aide programmée et non programmée à Belize.

Sous Lomé III, 5,4 millions d'écus ont été consacrés à un projet d'importance majeure concernant l'amélioration d'une section de la Humming Bird Highway. Belize a en outre bénéficié de fonds destinés spécifiquement à l'assistance aux réfugiés, qui ont servi à développer les soins de santé primaires dans les communautés rurales du District de Cayo. Le crédit aux petites entreprises commerciales ou agricoles par le biais du Fonds National de Développement de Belize, en collaboration avec une organisation non-gouvernementale britannique, ainsi que l'installation des réfugiés et des nationaux dans la Valley of Peace du District de Cayo, ont également reçu un soutien financier.

Sous Lomé IV, la majeure partie des fonds du Programme Indicatif National (PIN), qui s'élève à 9 millions d'écus, a été consacrée aux infrastructures économiques, en vue de poursuivre l'amélioration de la Humming Bird Highway et au secteur social par la construction d'un nouvel hôpital à Belize ville.

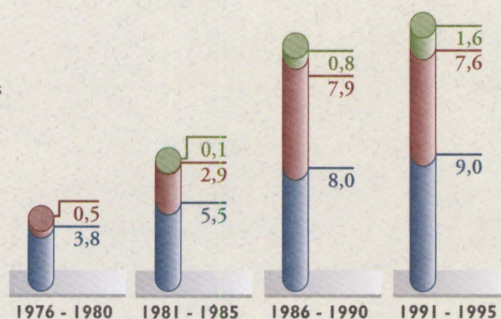
Belize a aussi bénéficié de fonds provenant du budget de l'UE pour d'importants projets environnementaux. Le pays figure en outre parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui peuvent bénéficier du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (2,2 millions d'écus en 1995).

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue au titre des capitaux à risques pour un montant de 3,5 millions d'écus dans le secteur de l'électricité.

## FED EDF + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors



Belize

B

### Economic indicators

GNP per capita  
2 450 ECU (1993)

Exports  
31 657 000 ECU (1994)  
food stuffs 43%  
sugar 40%

Debt service / exports  
7.58% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
1.46% (1995)

Primary schooling rate  
na/nd

Urbanization rate  
47.12% (1993)

Belize is the only ACP state in Central America. English and Spanish are the principal languages. The economy is mostly dependent on fishing and agricultural production of citrus products, sugar and bananas. Yet, tourism is growing. The country scores well in different fields such as life expectancy, school attendance, and literacy rate.

Independent since 1981 with a parliamentary two party system based on the British example, the country is a democratic state. Belize has kept its borders open to refugees coming from Guatemala.

The economy performed well in the second half of the 1980's, real GDP growth exceeded 10% per year and inflation was 2.5% on average. This was also thanks to preferential access to the European and US markets. It is since 1990 that growth has showed down to 3-5%.

Important investments have been made in the agriculture sector, particularly bananas. The access to the EU market, however, has been limited by the introduction of the new market regime for bananas in 1993.

The economy is generally constrained in its possibilities by the small size of the local market and the vulnerability to external forces, the shortage of qualified manpower and the limited energy resources. In general, the biggest part of the public investment programme is financed by external donors.

During 1995, the country faced acute economic problems following many years of fiscal deficits. Negotiations were started with the Bretton Woods institutions for a structural adjustment programme.

From Lomé I to Lomé III, total programmed and non-programmed assistance allocated to Belize by the European Union has amounted to more than ECU 27 million.

Under Lomé III, ECU 5.4 million was allocated to a major project for the improvement of a section of the Humming Bird Highway. Belize has also benefited from funds specifically earmarked for refugee assistance, in the form of primary health care services for rural communities in the Cayo District, credit for small agricultural and commercial enterprises through the National Development Fund of Belize, in collaboration with a British non-governmental organisation, and support for settlement of refugees and nationals in the Valley of Peace (Cayo District).

Under Lomé IV, the bulk of the National Indicative Programme (NIP) funds, which amount to ECU 9 million, has been earmarked for economic infrastructure, to continue the improvement of the Humming Bird Highway, and for the social sector, by the construction of a new hospital in Belize city.

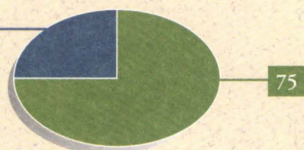
Belize also received funds from EU budget for important environmental projects. In addition, Belize is amongst the traditional ACP banana export countries who can benefit from the special assistance set up in 1994 to improve quality and productivity of their banana sector (ECU 2.2 million in 1995).

The European Investment Bank allocated ECU 3.5 million on its risk capital for the electricity sector.

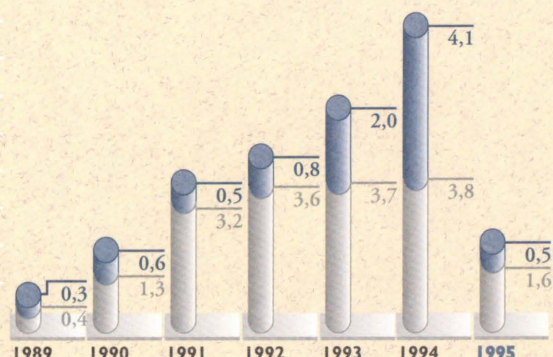
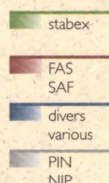
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

25

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Bénin

AFRIQUE SAHÉLIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

112 622



5 561 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
430 ECU (1993)

Exportations  
205 236 000 ECU  
(1994)  
coton 79%  
pétrole 12%

Service de la dette /  
exportations  
7,2% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,23% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
61% (1995)

Taux d'urbanisation  
30,38% (1993)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population en majorité rurale dont près de 43% vivant dans une grande pauvreté. De 1960 – année de l'indépendance – à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée Nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement qui passe par la réhabilitation des infrastructures de communications, la valorisation des ressources humaines et le développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) coexiste avec une forte dépendance de l'économie béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les principaux domaines de concentration de l'aide européenne depuis Lomé I ont été les infrastructures, le développement rural et le système de santé. Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National (PIN) de 93,8 millions d'écus met l'accent sur le développement des infrastructures de transport (60 millions d'écus) et sur l'amélioration du fonctionnement du système de santé (11,8 millions d'écus). Le développement rural occupe une place moins importante que dans le passé (7 millions d'écus). Les autres actions financées sur le PIN consistent en un programme de coopération décentralisée, la prévention du SIDA en matière de transfusion sanguine et la participation à un programme régional d'aménagement des parcs et réserves.

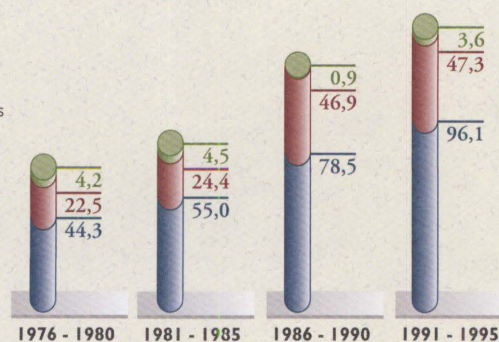
L'appui au programme d'ajustement structurel (39,1 millions d'écus depuis 1991) s'est concentré sur la réforme de l'administration, le financement des dépenses de santé et de travaux à haute intensité de main-d'œuvre ainsi que le remboursement des arriérés de l'Etat.

En outre, 12 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques ; un prêt global de 2 millions d'écus financera les PME du secteur privé.

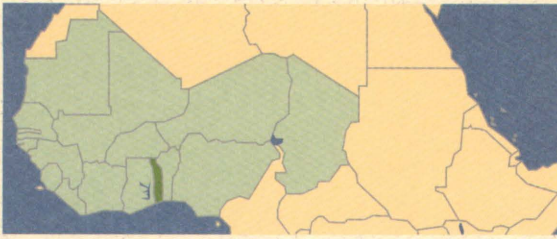
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



environnement  
environment  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors  
ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
autres  
others


**Bénin** **B**
**Economic indicators**

 GNP per capita  
**430 ECU (1993)**

 Exports  
**205 236 000 ECU (1994)**  
 cotton **79%**  
 oil **12%**

 Debt service / exports  
**7.2% (1993)**
**Social indicators**

 Population growth rate  
**3.23% (1995)**

 Primary schooling rate  
**61% (1995)**

 Urbanization rate  
**30.38% (1993)**

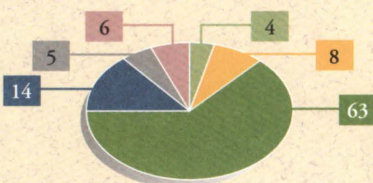
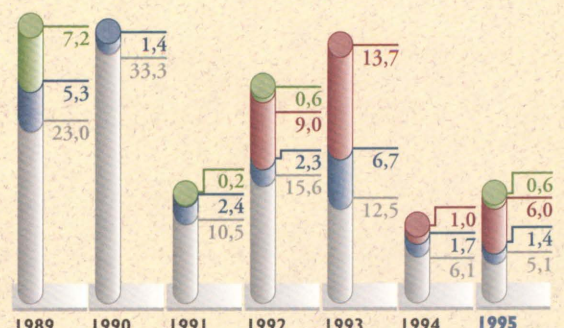
A coastal and narrow country surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population of which more than 43% live in great poverty. From 1960 – year of independence – to 1972, the political situation in Benin was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country passed through a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

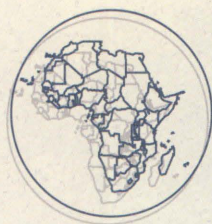
The progress recorded since 1990, above all in the way of economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub region is a key element of this strategy, in which membership of the West African Economic and Monetary Union (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine – UEMOA) is as important as the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

The main areas where European aid has been concentrated since Lomé I have been infrastructure, rural development and the health care system. Under Lomé IV, an ECU 93.8 million National Indicative Programme (NIP) puts the accent on transport infrastructure development (ECU 60 million) and improving the functioning of the health system (ECU 11.8 million). Rural development fulfils a less important role than in the past (ECU 7 million). Other projects financed from NIP comprise a programme of decentralised cooperation, the prevention of the spread of AIDS in blood transfusion and participation in a regional programme of park and reserve management.

Support to structural adjustment programme (around ECU 39.1 million since 1991) is concentrating on administrative reform, the financing of expenses for health care and large labour-intensive works, and the reimbursement of State arrears.

Moreover, an amount of ECU 12 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital. A global loan of ECU 2 million will help in financing private sector SMEs.

**FED  
EDF**
**répartition sectorielle du PIN**  
 en % de la dotation totale  
**sectorial breakdown of NIP**  
 % of the total envelope

**FED  
EDF**
**4-5-6-7**  
 paiement par instrument  
 payments by instrument




# Botswana

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

581 730



1 433 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
2 790 ECU (1993)

Exportations  
84 873 000 ECU (1994)  
diamants 79%  
alliage  
cuivre-nickel 4%

Service de la dette /  
exportations  
na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,95% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
113,9% (1995)

Taux d'urbanisation  
26,10% (1993)

Pays enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime de pluripartisme. Le pays possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que les diamants, le cuivre et le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6% des terres sont cultivables.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'écus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la mine de cuivre et de nickel de Selebi Phikwe et de sa fonderie. Un financement Sysmin Lomé IV (7ème FED) d'environ 34 millions d'écus est probable.

Le Programme Indicatif National (7ème FED) de Lomé IV (32 millions d'écus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9,4 millions d'écus, et un projet d'exploration géophysique de 1,6 million d'écus a été exécuté. La mise en œuvre d'un projet similaire d'exploration géophysique a été approuvée pour un coût de 1,9 million d'écus. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets, ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'écus. Un troisième projet d'appui au programme national de lutte contre le SIDA du Botswana (de 800 000 écus) a été lancé au début 1995.

En outre, 6 millions d'écus ont été prévus (dont 4,5 millions sont déjà engagés) sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques. La BEI a par ailleurs engagé, toujours sous Lomé IV, 62,8 millions d'écus sur ses ressources propres dont 40 millions pour la construction d'un barrage pour l'alimentation en eau de Gaborone, qui s'ajoutent aux 59,3 millions engagés au cours des trois conventions précédentes (53,5 millions sur ressources propres, et 5,8 millions sur capitaux à risques).

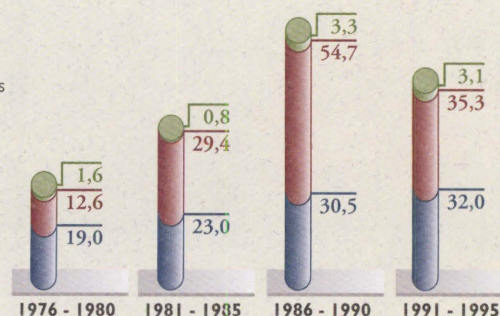
En dehors de l'aide programmée, une aide en faveur des réfugiés a été allouée sous Lomé IV (230 000 écus). Plus de 2 000 tonnes d'aide alimentaire financées sur le budget de l'Union européenne ont été également fournies au Botswana. Des projets de cofinancement avec les ONG ont été financés, entre 1990 et 1994, pour un montant de 1,9 million d'écus.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19 000 tonnes de viande de bœuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 90% des droits à l'importation.

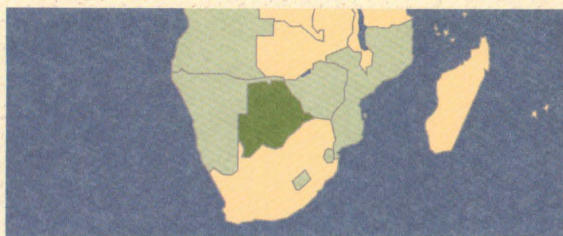
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
rip (enveloppe for 5 years)



environnement  
environment  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others



## Botswana

B

## Economic indicators

GNP per capita  
2 790 ECU (1993)

Exports  
84 873 000 ECU (1994)

diamonds	79%
copper-nickel	
matte	4%

Debt service / exports  
na/nd

## Social indicators

Population growth rate  
2.95% (1995)

Primary schooling rate  
113.9% (1995)

Urbanization rate  
26.10% (1993)

A semi-arid landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966, and benefits from lasting political stability within a multiparty system. Botswana has become one of the most prosperous economies in Africa, despite its economy having a narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef) and is vulnerable to external factors. Agriculture is further restricted by climate and soil conditions: only about 6% of the land is suitable for agriculture.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine and smelter/concentrator was also financed through an ECU 22 million Sysmin loan. A Lomé IV (7th EDF) Sysmin grant of about ECU 34 million is likely.

The emphasis of the Lomé IV (EDF 7) National Indicative Programme (ECU 32 million) was put on development and conservation of natural resources. Programmed funds were allocated to the wildlife conservation and forestry protection areas for a total of ECU 9.4 million, while a geophysical exploration project was implemented for ECU 1.6 million. A further similar survey was approved for implementation, costing ECU 1.9 million. Another two projects concerning water supply and a multiannual microproject programme received ECU 2 million. A third project supporting Botswana's national HIV-AIDS programme (for 800 000 ECU) was launched early in 1995.

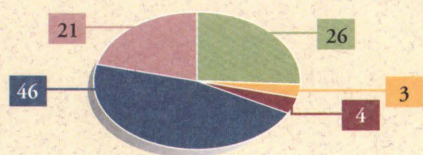
Under Lomé IV, ECU 6 million may be made available (of which 4.5 million have already been committed) through the European Investment Bank interventions, in the form of risk capital. Moreover, the Bank has committed ECU 62.8 million, still under Lomé IV, from its own resources of which ECU 40.0 million for the construction of the Gaborone water supply dam in addition to ECU 59.3 million already committed from the previous Conventions (53.5 million from its own resources and 5.8 million in the form of risk capital).

Outside the NIP, ECU 230 000 aid was provided to refugees under Lomé IV. Over 2 000 tonnes of food aid financed from the European budget was supplied to Botswana. Co-financing with NGOs amounting to ECU 1.9 million also took place between 1990 and 1994.

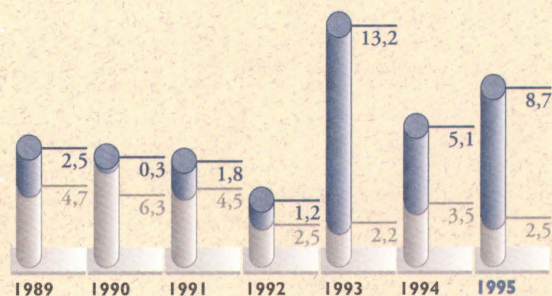
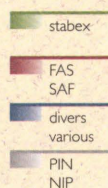
Botswana can export almost 19 000 tonnes of beef to the European market every year under the Beef Protocol with a 90% import duty reduction.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Burkina Faso

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

274 200



10 200 453

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
300 ECU (1993)

Exportations  
119 824 000 ECU  
(1994)  
coton 41%  
or 14%

Service de la dette /  
exportations  
7,04% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,64% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
36,9% (1995)

Taux d'urbanisation  
23,48% (1993)

Le Burkina Faso est confronté à certaines faiblesses sur le plan économique: des ressources naturelles relativement limitées, la prépondérance d'un secteur agricole très sensible aux aléas climatiques et l'enclavement du territoire. Il est, de plus, dépendant d'un petit nombre de produits d'exportation.

Après son indépendance, en 1960, le Burkina-Faso a connu une période d'instabilité politique au cours de laquelle quatre républiques et de nombreux gouvernements se sont succédés. Depuis 1991, le pays a retrouvé la stabilité politique dans un régime d'Etat de droit et a lancé un important programme de réformes économiques qui vise, notamment, à promouvoir l'initiative privée.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (141,7 millions d'écus) met l'accent sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières. Il intervient aussi dans d'autres domaines tels que le développement des petites et moyennes entreprises, la santé en particulier la lutte contre le SIDA – et l'aide à la balance des paiements, pour un montant total de 30,5 millions d'écus. Les allocations au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (73,25 millions d'écus) ont par ailleurs permis de soutenir les finances publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et de la filière du coton. Sous Lomé IV, le pays a également reçu des transferts au titre du Stabex s'élevant à 2,1 millions d'écus pour les années 1990 et 1991, environ 2,3 millions d'écus pour les années 1992-1993 et 13,9 millions d'écus pour l'année 1994. Par ailleurs, des aides Sysmin lui ont été accordées pour 1 million d'écus en 1993 et 26 millions d'écus en 1995 pour l'exploitation de l'or et pour la cartographie géologique du pays.

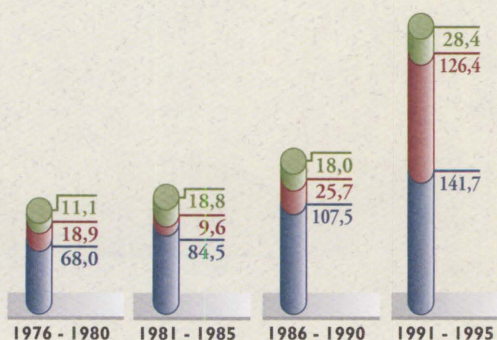
Le Burkina Faso a été bénéficiaire d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire, mais également, une aide financière de substitution à l'aide alimentaire lui a été accordée en 1993 et 1995, pour un montant de 3 millions d'écus. L'Union européenne a également participé au financement des élections législatives. Les cofinancements avec les organisations non gouvernementales représentent annuellement 3 millions d'écus environ.

Pour sa part, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) met en œuvre pour ses domaines d'intervention (industries, énergie, etc) des capitaux à risques, pour lesquels un montant d'intervention de 28 millions d'écus a été prévu, 22 millions sont déjà engagés dans les secteurs de l'énergie (électrification, liaisons intérieurs Bobodioulasso/Banfora) et interconnexion avec la Côte d'Ivoire, les télécommunications et l'industrie. D'autres interventions sont en préparation dans les secteurs du coton et d'électricité.

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)

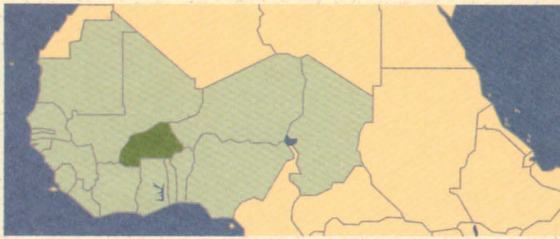


développement rural/pêche  
+ environnement  
rural development/fishing  
+ environment

transport et communications  
transport and communications

ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support

autres  
others



## Burkina Faso

B

### Economic indicators

GNP per capita  
300 ECU (1993)

Exports  
119 824 000 ECU (1994)  
cotton 41%  
gold 14%

Debt service / exports  
7.04% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2.64% (1995)

Primary schooling rate  
36.9% (1995)

Urbanization rate  
23.48% (1993)

Burkina Faso is confronted with certain economic weaknesses: relatively-limited natural resources, a dominant agricultural sector highly sensitive to climatic hazards and the fact that it is a landlocked country. It is also dependent on a small number of exports.

After achieving independence in 1960, Burkina Faso has experienced a period of political instability: four republics and numerous governments have succeeded one another. Since 1991, the country has known a period of political stability, under a legally-constituted regime, and it has implemented an important economic reform programme which aims notably to promote private enterprise.

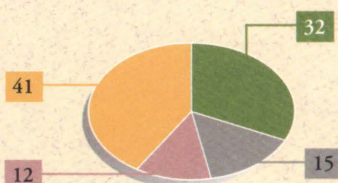
The National Indicative Programme (NIP) of Lomé IV (ECU 141.7 million) puts the accent on support for rural development and road infrastructure. It is also intervening to the tune of ECU 30 million in other areas, such as the development of small and medium enterprises, health care – especially the fight against AIDS – and balance-of-payments aid. Allocations from the Structural Adjustment Facility (ECU 73.25 million) have moreover helped support public finances in the areas of health care and primary education and in the cotton sector. Under Lomé IV, the country also received Stabex transfers amounting to ECU 2.1 million for the years 1991 and 1992, and a sum of about ECU 2.3 million is being disbursed for the years 1992 and 1993 and ECU 13.9 million for 1994. Furthermore, the country benefited from ECU 1 million Sysmin aid in 1993, and further backing of ECU 26 million is envisaged in this sector for 1995 for gold mining and a country geology map study.

Burkina Faso has also benefited from a pluri-annual food aid programme. The European Union also contributed to the financing of legislative elections. Co-financing with non-governmental organisations amounts to about ECU 3 million per year.

The European Investment Bank (EIB) has implemented risk capital in its fields of intervention (industry, energy, etc.), for which ECU 28 million has been made available, ECU 22 million has already been committed in the fields of energy (electrification, communications (links between Bobodioulasso and Banfora) and interconnection with Côte d'Ivoire, telecommunications and industry. Other interventions are being prepared in the cotton and electrification sectors.

FED  
EDF

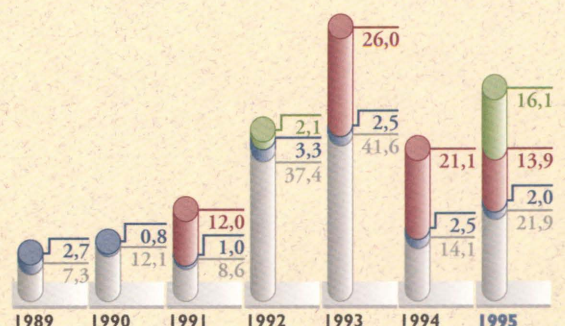
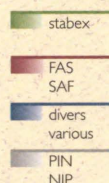
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument







# Burundi

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 27 824

6 315 619

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
180 ECU (1993)

Exportations  
75 267 000 ECU (1994)  
café 85%

Service de la dette /  
exportations  
41,04% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,96% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
69,2% (1995)

Taux d'urbanisation  
7,02% (1993)

Depuis son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti à certaines périodes à des affrontements sanglants. Les élections démocratiques de juin 1993 ont été suivies d'un putsch militaire en octobre de la même année. Le Burundi est rentrée depuis lors dans une spirale de violence et de guerre civile qui se traduit par des tueries ainsi que par des milliers de personnes déplacées et réfugiées aux pays voisins. Les institutions gouvernementales ont été remises en place en octobre 1994, mais le gouvernement n'est pas en mesure d'exercer un contrôle effectif et d'administrer le pays.

L'économie burundaise, fondée sur l'agriculture et la combinaison de multiples activités rurales menées au sein de petites exploitations agricoles, avait permis de garantir un niveau enviable de sécurité alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café, le thé et le coton. Au cours du second trimestre de 1995, la production du secteur primaire a chuté, notamment le café, ainsi que sa qualité et ses cours. Le café représente 85% des exportations. La baisse des recettes de ce produit a créé un déficit structurel de la balance commerciale.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (1 12 millions d'écus) qui était initialement concentré dans les domaines du développement rural et de la santé, a dû être progressivement réaménagé en fonction des conditions de travail difficiles sur le terrain. Il est à présent de facto interrompu à cause du climat d'insécurité qui sévit dans le pays.

Le programme d'ajustement structurel a bénéficié d'une aide de 12 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement structurel, sous Lomé IV.

En ce qui concerne le Stabex, le Burundi a reçu quelques 9 Millions d'écus du Stabex 1991 au cours de l'année 1995.

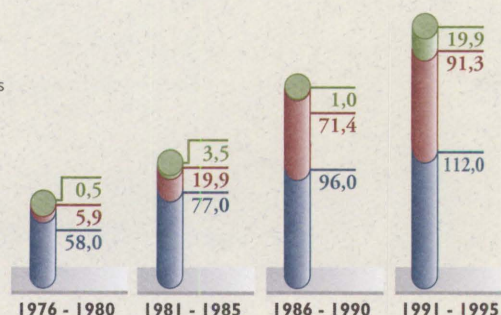
L'aide humanitaire au Burundi et à la Région des Grands Lacs continue et la somme totale des aides depuis 1993 est de 355 mécu pour toute la région. Pour le Burundi l'aide humanitaire est surtout ciblée vers le domaine santé. Dans le contexte de la crise générale de la région, une somme de 18 Mécu a été accordée au Burundi qui fait partie d'un plus grand programme régional de réhabilitation des pays voisins du Rwanda. L'objectif de cette allocation est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus touchées par la crise dans les secteurs suivants : santé, éducation, infrastructures économiques et environnement. Ce programme s'inscrit dans la perspective d'une transition entre les actions humanitaires et la réhabilitation.

En vue de promouvoir la paix et la réconciliation au Burundi, l'Union Européenne a financé des opérations qui ne sont pas des programmes de développement typique. C'est le cas par exemple de la contribution de 1,5 Mécu financée sur le budget de la PESC (Politique Etrangère et de Sécurité Commune de l'UE) pour la mission des observateurs militaires et civils de l'OUA. C'est également le cas pour la contribution de 405 000 écus destinée au financement de cinq observateurs des droits de l'homme des Nations Unies. En outre, 90 300 écus ont été accordés pour une étude des moyens de développer des médias indépendants. De plus, 14 millions d'écus ont été prévus au titre des capitaux à risques de la BEI.

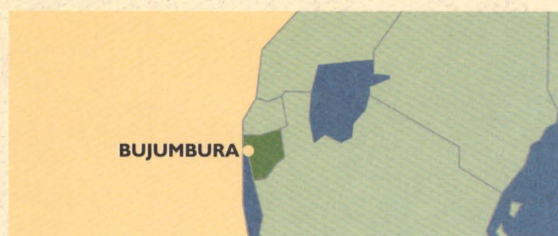
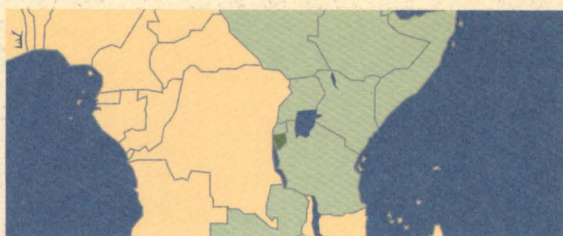
## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
rip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others



## Burundi **B**

### Economic indicators

GNP per capita  
180 ECU (1993)

Exports  
75 267 000 ECU (1994)  
coffee 85%

Debt service / exports  
41.04% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2.96% (1995)

Primary schooling rate  
69.2% (1995)

Urbanization rate  
7.02% (1993)

Since achieving independence in 1962, Burundi's history has been marked by continual and serious ethnic confrontations which have resulted from time to time in bloody conflicts. Since the democratic elections of June 1993, the country has experienced its first political changeover in power, under difficult conditions with a coup d'Etat in October the same year; this has led to new confrontations involving thousands of victims, as well as a mass exodus of the population to neighbouring countries. Government institutions were restored in October 1994, but the Government is not in a position to effectively assume the running of the country.

Burundi's economy, based on agriculture and many rural activities undertaken on numerous small farms, has helped secure an enviable level of food security. The main cash crops are coffee, tea, and cotton. In the second half of 1995, fluctuations in world coffee prices and a shortfall in production and quality of coffee, a commodity representing 85% of exports, have created a structural deficit in the trade balance.

Cooperation with the European Union has traditionally centred on the agricultural and transport sectors. The Lomé IV Indicative Programme (ECU 112 million) has introduced new intervention areas by emphasising support for the social sectors (health, education), in addition to the non-agricultural private sector. The programme has been slowed down due to insecurity.

Humanitarian aid to the Grand Lakes region totals ECU 355 million since 1993, with a focus on the health sector in Burundi which received ECU 18 million for several rehabilitation programmes. A transition between the present phase (emergency and rehabilitation) and the resumption of long-term development projects is also actively being sought in this context. The structural adjustment programme has benefited from ECU 12 million under the Lomé IV Structural Adjustment Facility.

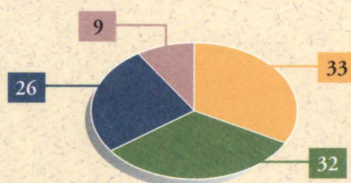
Under Stabex, transfers of ECU 9 million has been paid in 1995 under the 1991 campaign.

Many co-financing projects are being implemented by NGOs working alongside the populations, especially in the social field.

Moreover, ECU 14 million may be made available through the European Investment Bank in the form of risk capital. The European Union is also helping seek the conditions for peace in Burundi through financing from ECSP (ECU 1.5 million) for an OAU observer mission, and ECU 405 000 for five human rights observers and 90 300 for a study to help develop independent media.

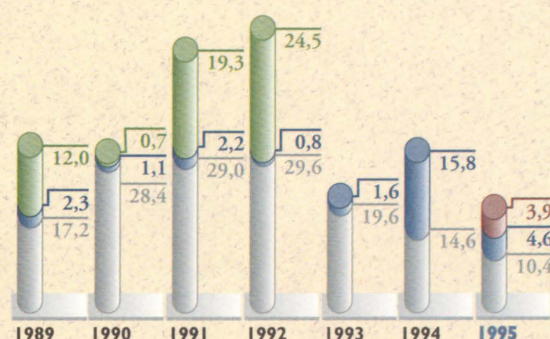
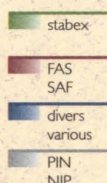
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Cabo Verde

AFRIQUE SAHÉLIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 4 033

419 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
920 ECU (1993)

Exportations  
147 115 000 ECU  
(1994)  
poisson 50%  
thon en boîte 23%

Service de la dette /  
exportations  
4,72% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,95% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
112,1% (1995)

Taux d'urbanisation  
50,26% (1993)

Les dimensions réduites du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance soutenue depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990, un système de pluralisme politique a été mis en place en 1991. Les secondes élections législatives se sont tenues fin 1995. L'exécution du IIIe Plan National de Développement a confirmé la volonté du Gouvernement de poursuivre la libéralisation de l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux, notamment dans le secteur productif et dans le tourisme. Cette orientation se veut pour l'avenir.

Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) porté à 24,7 millions d'écus a mis la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia: production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé. Dans le cadre des campagnes de 1990, 1993 et 1994 le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de 1 180 000 écus pour les secteurs de la banane, des cuirs et des peaux.

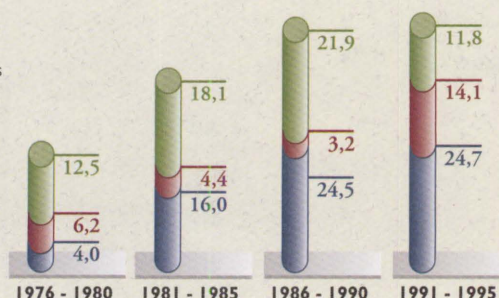
En raison de son déficit structurel en céréales le pays a également bénéficié de programmes pluriannuels d'aide alimentaire (1990-1992) mais aussi ultérieurement d'allocations annuelles. Le Cap Vert figure en outre parmi les pays exportateurs traditionnels de bananes qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur. Enfin 1 063 500 écus lui sont versés annuellement au titre du nouvel accord pêche pour la période 1994/97.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé (société de Fishpackers à Mindelo) pour un montant déjà engagé de 12,4 millions d'écus sous Lomé IV (programme initialement prévu: 4 millions d'écus).

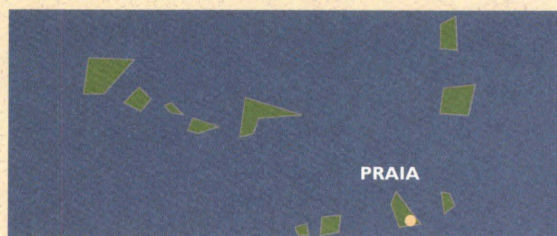
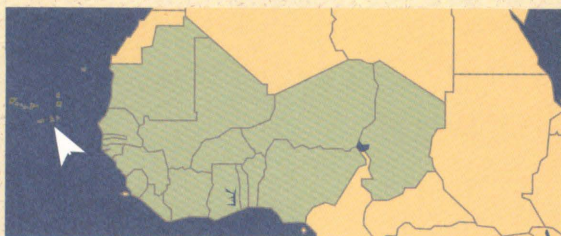
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



infrastructures  
infrastructures  
transport et communications  
transport and communications  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others



Cabo Verde

C

### Economic indicators

GNP per capita  
920 ECU (1993)

Exports  
147 115 000 ECU  
(1994)  
fish 50%  
canned tuna 23%

Debt service / exports  
4.72% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2,95% (1995)

Primary schooling rate  
112.1% (1995)

Urbanization rate  
50.26% (1993)

The very small size of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of natural resources mean that the possibilities for traditional development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975, thanks to good management.

Following the constitutional revision adopted in 1990 to set up a multiparty political system, the first legislative elections were held in 1991, with second legislative elections following year end 1995. The Third National Development Plan confirms the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment. The tourism sector has been spotlighted as one of the key development areas.

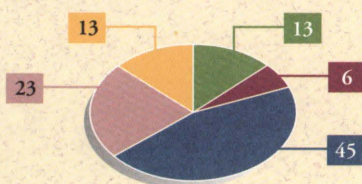
In the framework of the Fourth Lomé Convention, as in that of Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 24.7 million makes the development of the town of Praia a priority: distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management; training and health care. Stabex transfers for the 1990, 1993 and 1994 campaigns for bananas, hides and skins totalled ECU 1.18 million.

The country has also received pluri-annual food aid programmes (1990-1992), and previously annual allocations. It is among the traditional banana-exporting countries to benefit from the special assistance system set up in 1994 to improve productivity and the quality of this sector. Finally ECU 1.064 million are being spent annually under the new fishing agreement (1994-1997).

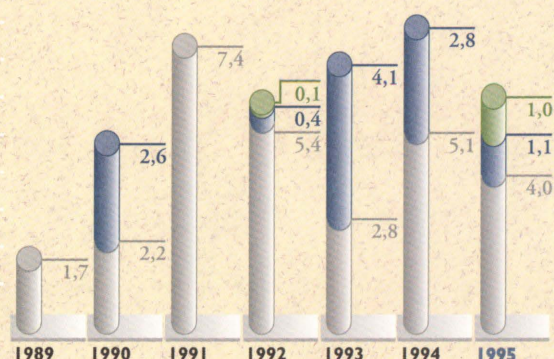
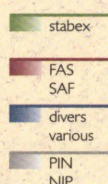
The European Investment Bank is intervening, in the form of risk capital, in the extension of Mindelo power station and the extension and modernisation of Mindelo port, as well as in the private agribusiness sector (fishpacking company in Mindelo) for an already committed total of ECU 12.4 million under Lomé IV (initially foreseen programme: ECU 4 million).

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument






# Cameroon/Cameroun

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

 475 422

 13 275 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
820 ECU (1993)

Exportations  
433 121 000 ECU  
(1994)  
pétrole 49%  
bois 10%

Service de la dette /  
exportations  
21,77% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,87% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
101,2% (1995)

Taux d'urbanisation  
43,06% (1993)

Le Cameroun obtient son indépendance en 1960. La réunification des deux parties du territoire administrées par la France et le Royaume Uni intervient en 1961. Le Cameroun, pays couvert d'importants massifs de forêts tropicales, dispose de ressources naturelles très riches et très variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole.

A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du Franc CFA de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif de Lomé IV (110 millions d'écus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. La concentration sectorielle du Programme Indicatif National LOME IV (110 millions d'écus) reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. Malgré quelques problèmes de démarrage, liés notamment à la situation politique et à des dysfonctionnements de l'administration, la mise en œuvre du PIN est globalement satisfaisante et les engagements atteignaient, fin 1995, presque 75%.

Les transferts de STABEX qui approchent 230 millions d'écus sous Lomé IV, contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café, à la relance de la production agricole en général ainsi qu'au Programme d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux allocations de 29,5 millions d'écus (18,5 millions de la FAS et 11 millions du PIN) en 1992 et 20,2 millions d'écus (15,2 millions de la FAS et 5 millions du PIN) en 1994, auxquels s'ajoutent quelque 60 millions d'écus provenant des transferts STABEX, ont été mises en place en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier, de la restructuration des entreprises publiques de la réforme de l'administration publique et de l'apurement de la dette intérieure.

Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre, il bénéficia de 3 millions d'écus en 1994 et 6,25 millions en 1995 provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

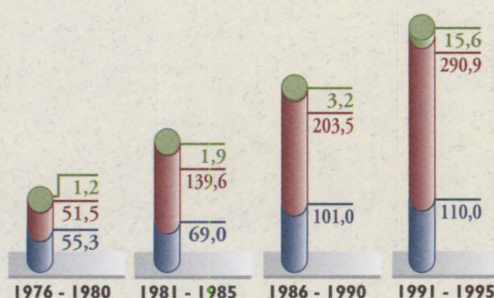
Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en œuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

Sous Lomé IV les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de 24,3 millions d'écus (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent notamment le secteur énergétique public.

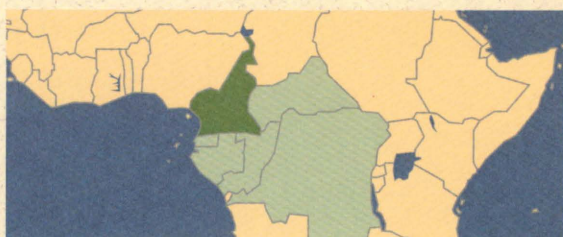
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs  
secteurs sociaux  
social sectors  
ajustement structurel et appui à  
la balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
autres  
others



## Cameroon/Cameroun



### Economic indicators

GNP per capita  
820 ECU (1993)

Exports  
433 121000 ECU  
(1994)  
oil 49%  
timber 10%

Debt service / exports  
21.77% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2.87% (1995)

Primary schooling rate  
101.2% (1995)

Urbanization rate  
43.06% (1993)

Cameroon, independent in 1960, is, since the 1961 reunification, formed of territories administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge massifs of tropical forests, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and, since 1978, it has been producing oil. Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc in January 1994 has helped to relaunch the economy through export growth.

The emphasis on certain sectors under the Lomé IV Indicative Programme (ECU 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure. Despite certain start-up problems relating in particular to the political situation and administrative dysfunction, implementation of the NIP is generally satisfactory and the commitments reached almost 75% at the end of 1995.

Lomé IV Stabex transfers, which almost reach ECU 230 million, ensure that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State, have helped to boost the agricultural production in general and have contributed to the Structural Adjustment Programme.

With regard to structural adjustment, two allocations of ECU 29.5 million (18.5 million from the SAF and 11 million from the NIP) in 1992 and ECU 20.2 million in 1994 (15.2 million from the SAF and 5 million from the PIN), in addition to ECU 60 million from Stabex, have been used for the benefit of the health and road maintenance sectors, the restructuring of public enterprises, the reform of the civil service and the payment of internal debt.

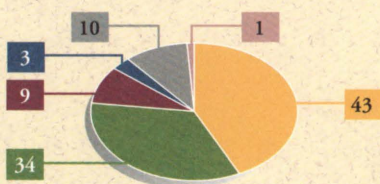
Cameroon is also a traditional ACP banana-exporting country. As such it received ECU 3 million in 1994 and 6.25 million in 1995 from the special assistance system set up in October 1994.

At regional level, Cameroon is a member of the Central African economic and customs union (UDEAC), and should benefit from implemented reforms to revitalise its own economy in this regional context, particularly in the framework of the new Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

Under Lomé IV, operations managed by the European Investment Bank (EIB), totalling ECU 24.3 million (of which ECU 9.5 million from its own resources), mainly concern the public energy sector:

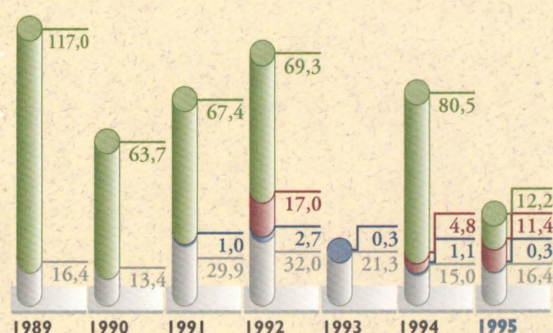
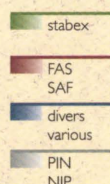
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Centrafrique

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

622 984

3 429 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
400 ECU (1993)

Exportations  
57 440 000 ECU (1994)  
diamants 66%  
bois 14%

Service de la dette /  
exportations  
4,72% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,54% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
68,4% (1995)

Taux d'urbanisation  
38,58% (1993)

La République Centrafricaine est un pays enclavé à cheval sur les climats tropical et équatorial dont les ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants), compensent le très faible peuplement (5 habitants au kilomètre carré en moyenne).

Indépendant depuis 1960, le pays a d'abord connu un régime dictatorial et, sous celui-ci, une période particulièrement difficile qui a également profondément bouleversé l'économie.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

La relance de l'économie en 1994/95 a résulté des concours extérieurs exceptionnels pour accompagner la dévaluation du F CFA en janvier 1994 et de l'embellie des cours des matières premières.

Par contre, les réformes structurelles, convenues avec le gouvernement c'est-à-dire, désengagement de l'Etat, privatisation du secteur parapublic, compression de la fonction publique, élargissement de l'assiette fiscale, bonne gestion des finances publiques, accusent des retards considérables.

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centrafricaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (75 millions d'écus), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centrafricaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de 10 millions d'écus.

Les transferts Stabex pour le café, le coton et le bois, se sont considérablement accrus à partir de Lomé III (près de 18 millions d'écus sous Lomé IV) et sont consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

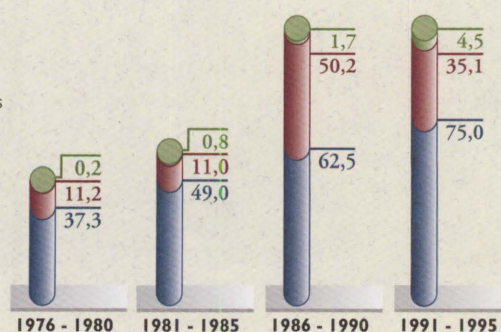
Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA et le cofinancement de projets avec les ONG.

En outre, 10 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques.

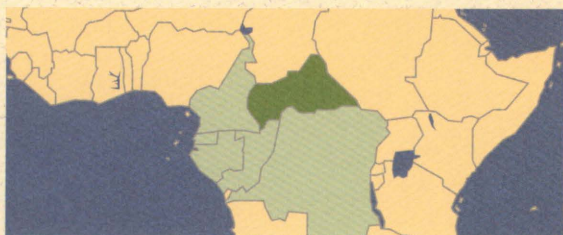
## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors



## Centrafrique



### Economic indicators

GNP per capita  
400 ECU (1993)

Exports  
57 440 000 ECU (1994)  
diamonds 66%  
timber 14%

Debt service / exports  
4.72% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2.54% (1995)

Primary schooling rate  
68.4% (1995)

Urbanization rate  
38.58% (1993)

The Central African Republic is a landlocked country which experiences both tropical and equatorial climates. It has diverse natural resources (agriculture, livestock, forests, wildlife, diamonds), but is sparsely populated (an average of five people per square kilometre).

Independent since 1960, the country was governed initially by a dictatorial regime, under which it went through a particularly difficult period. The economy was completely shattered during this time.

Structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. The recent devaluation of the CFA Franc and the arrival of a new government, following multi-party elections in October 1993, has led to a slight improvement in the economy thanks to a slight increase in commodity prices and efforts to help reduce the consequences of devaluation.

Implementation of structural and economic reforms agreed by the government have been considerably delayed.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through the funding of projects for rural development, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is thus the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. The Regional Indicative Programme is mainly dedicated to establishing the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

The Central African Republic also benefited in 1994 from the European Union support for structural adjustment, totalling ECU 10 million.

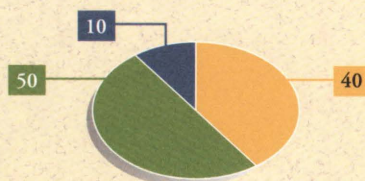
Stabex transfers for coffee, cotton and timber have grown considerably since Lomé III (almost ECU 18 million under Lomé IV) and are currently aimed at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

Important projects involving aid for refugees, for the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Moreover, ECU 10 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital

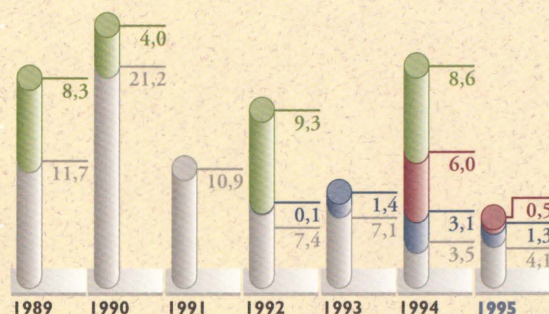
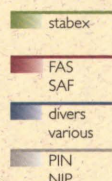
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument







# Comores

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM<sup>2</sup>

2 230



653 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant

560 ECU (1993)

Exportations

24 146 000 ECU (1994)

ylang-ylang 59%

vanille 40%

Service de la dette /  
exportations

5,89% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

3,65% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

75,3% (1995)

Taux d'urbanisation

29,54% (1993)

Isolé et pratiquement dépourvu de ressources naturelles, l'archipel volcanique des Comores se compose de trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et a acquis son indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

A l'issue du régime dictatorial qui s'est terminé en 1989 avec l'assassinat du chef de l'Etat, un système de multipartisme a été mis en place. Il s'en est suivi une certaine confusion politique due principalement à une mauvaise transition démocratique et à la succession de plusieurs gouvernements. En 1995, la vie politique a été perturbée par le coup d'Etat formenté par le mercenaire Bob Denard qui a nécessité une intervention de la France et la mise à l'écart du pouvoir du Président Djohar retenu à la Réunion. Les élections présidentielles étaient prévues pour 1996.

Le pays connaît l'une des plus fortes densités démographiques d'Afrique, avec une population essentiellement jeune, et se classe dans le groupe des pays les moins avancés (PMA). Outre sa forte population, l'archipel est confronté à des contraintes structurelles importantes, dont un marché intérieur restreint s'ajoutant à son isolement insulaire, qui est source de difficultés de communication.

Le secteur primaire est le pilier de l'économie : il contribue pour 37% au PIB, emploie 80% de la population active et se fonde essentiellement sur les cultures d'exportation : vanille (second producteur mondial), Ylang-Ylang (premier producteur mondial) et girofle. Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 40% des importations nécessaires au pays.

Le déficit des finances publiques (26% du PIB en 1989) et le niveau d'endettement (80% du PIB en 1990) ont conduit le gouvernement à lancer un programme d'ajustement structurel.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre le FED et les Comores progresse. Les secteurs principaux qui ont bénéficié d'un appui sont à valeur à peu près égale le développement rural et le désenclavement (ports, télécommunications, routes). L'appui aux secteurs sociaux n'est pas négligeable.

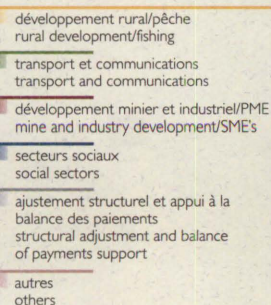
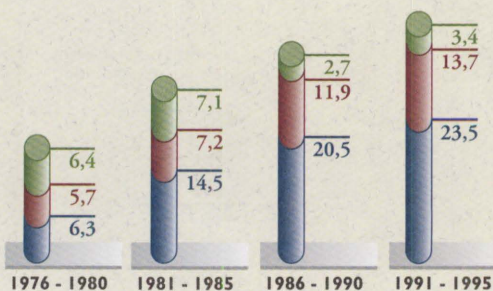
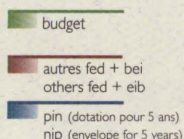
La mise en œuvre de Lomé IV reste fidèle à ces grandes lignes puisque 31% du programme indicatif national (23,5 millions d'écus) seront alloués au développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, et 36% sont destinés à la construction d'un accès maritime à Mohéli et à la réhabilitation d'une route à Anjouan. Le solde sera utilisé pour un programme social de microréalizations, pour l'appui aux petites entreprises et la formation dans la fonction publique.

Un montant de 8,6 millions d'écus a été attribué par le FED aux Comores dans le cadre du programme d'Ajustement Structurel.

Au titre des campagnes 1990, 1991, 1992 et 1993, pour la vanille, le girofle et les huiles essentielles, le Stabex a donné lieu à des transferts de 4,2 millions d'écus. Un montant de 110 200 écus a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation.

En outre, 3 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 2 millions sont déjà engagés en faveur de la banque de développement des Comores pour des projets dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et des transports.

## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million



Comores



### Economic indicators

GNP per capita  
560 ECU (1993)

Exports  
24 146 000 ECU (1994)  
ylang-ylang 59%  
vanilla 40%

Debt service / exports  
5.89% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
3.65% (1995)

Primary schooling rate  
75.3% (1995)

Urbanization rate  
29.54% (1993)

Isolated and practically devoid of natural resources, the volcanic archipelago of the Comoros consists of three islands (Great Comoro, Anjouan and Mohéli). It gained its independence in 1975, although the fourth island, Mayotte, decided to remain under French administration.

After the dictatorial regime, which ended in 1989 with the assassination of the head of state, a multiparty system was set up. There followed a period of some instability, mainly due to a poor democratic transition and the succession of several governments. In 1995, the country faced severe upheavals due to an attempt of Coup d'Etat by mercenary Bob Denard which required intervention from France and led to President Djohar being dismissed from power and exiled in Réunion. Presidential elections were due to take place in 1996.

The Islands are among the most densely populated countries in Africa, with a mainly young population, and they rank among the least-advanced countries (LLDCs). Besides its large population, the archipelago is confronted with significant structural constraints, including insularity and a limited and divided internal market, which cause communication difficulties.

The primary sector, the pillar of the economy, contributes around 37% of GDP, employs 80% of the active population, and is essentially based on export crops: vanilla (of which it is the second largest producer in the world), Ylang-Ylang (world's main producer) and cloves. Nevertheless, export earnings have only succeeded in covering 40% of the cost of imports needed by the Islands.

Worsening of public finance deficits (26% of GNP in 1989) and the level of indebtedness (80% of GNP in 1990) led the Government to launch a structural adjustment programme.

Since Lomé I, cooperation between the EDF and the Comoros has progressed. The main sectors to have benefited from a similar level of support are rural development and opening up (infrastructure development) through ports, telecommunications, and roads. Significant support is given to social sectors.

The implementation of Lomé IV follows the above-mentioned main development lines: 31% of the indicative programme (ECU 23.5 million) is to be allocated to rural development, including a project to improve export crops, and 36% for the construction of a maritime access to Mohéli and the rehabilitation of a road in Anjouan. The balance will be used for a social rehabilitation programme, to help small enterprises and for training in public administration.

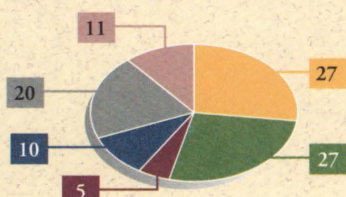
A sum of ECU 8.6 million has been given by the EDF to the Comoro Islands within the Structural Adjustment programme.

Besides this, the Comoros received ECU 4.2 million Stabex transfers for the 1990, 1991, 1992 and 1993 vanilla, cloves and essential oils export campaigns. A total of ECU 110 200 was given to support the democratisation process.

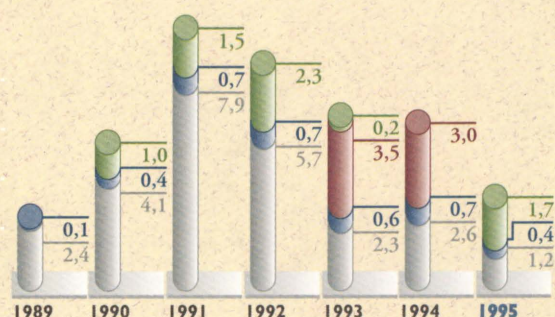
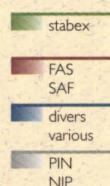
Moreover, ECU 3 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has already been committed to the benefit of the Comoros development bank, for projects in the fields of industry, tourism and transport.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument





# Congo

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

342 000

2 590 000

## Indicateurs économiques

 PNB par habitant  
 950 ECU (1993)

 Exportations  
 292 075 000 ECU  
 (1994)

 pétrole 92%  
 bois 5%

 Service de la dette /  
 exportations  
 10,59% (1993)

## Indicateurs sociaux

 Taux de croissance  
 de la population  
 2,98% (1995)

 Taux de scolarisation  
 primaire  
 na/nd

 Taux d'urbanisation  
 56,68% (1993)

Pays équatorial, composé pour moitié de forêts denses et de plaines recevant jusqu'à 1200 mm de pluies par an, le Congo a acquis son indépendance en 1960. Il présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec un habitant au kilomètre carré, les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Ses réserves forestières sont très importantes (20 millions d'hectares) et relativement peu exploitées, tandis que les réserves pétrolières exploitables sont estimées à 85 millions de tonnes. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi-totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de mettre en œuvre de véritables réformes économiques et structurelles pourtant indispensables.

Sous Lomé IV, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le développement régional, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'écus, auquel il convient d'ajouter 6,6 millions d'écus attribués au titre de l'appui à l'ajustement structurel. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles "internalisées" et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé l'application du programme de coopération dont le taux de mise en œuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

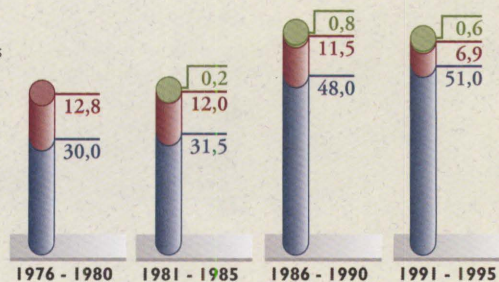
Le pays qui est membre fondateur de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) a une vocation naturelle de transit régional ce qui justifie que la plus grande priorité soit accordée au secteur des transports et à la réhabilitation des infrastructures.

Dans le domaine du développement rural, les actions de coopération pourraient prendre la forme de programmes de microréalisations.

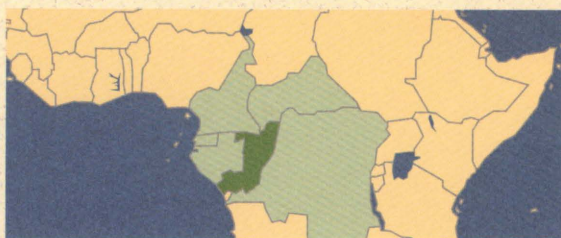
Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé, et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

## FED EDF + budget

 dotations en millions d'écus  
 allocations in ECU million


 budget  
 autres fed + bei  
 others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
 nip (enveloppe for 5 years)


 développement minier et industriel/PME  
 mine and industry development/SME's  
 secteurs sociaux  
 social sectors  
 autres  
 others



Congo



### Economic indicators

GNP per capita  
950 ECU (1993)

Exports  
292 075 000 ECU  
(1994)

oil 92%  
timber 5%

Debt service / exports  
10.59% (1993)

### Social indicators

Population growth rate  
2.98% (1995)

Primary schooling rate  
na/nd

Urbanization rate  
56.68% (1993)

An equatorial country, which is mostly made up of dense forests and plains, Congo receives up to 1200 mm of rain annually. Congo gained independence in 1960. Its population is very unevenly distributed: the north is under populated, with one inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to over 60% of the population. The country has significant forest reserves (20 million ha.), which are relatively poorly exploited. Its exploitable oil reserves are estimated at 85 million tonnes. The oil industry alone represents more than 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was set up in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. The government, up to now has not yet been able to implement the genuine and indispensable structural reforms.

Under Lomé IV, cooperation with the European Union is concentrated on regional development, support for SMEs and the health sector through the National Indicative Programme of ECU 51 million and an additional ECU 6.6 million for structural adjustment measures. However, the priority accorded to questions of domestic policy, the lack of a lasting development policy and "internalised" sector-based policies plus a demotivated administration (due to irregular payment), have seriously hindered the setting up of the cooperation programme, whose implementation ratio is one of the lowest in Africa.

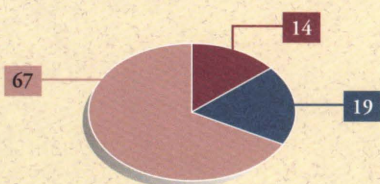
Congo, which is a founding member of the Central African economic and customs union (UDEAC), acts as a natural regional transit area. This fact justifies priority also being given to the transport sector and the renovation of infrastructure.

As far as rural development is concerned, cooperation actions could take the form of micro-project programmes.

The Congo also benefits from clauses in the Lomé Convention's Sugar Protocol, and regularly uses its quota of 10 000 tonnes.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument  
payments by instrument

